

**Évaluation rétrospective des projets de proximité et de développement rural intégré
(PPDRI) dans la wilaya de Djelfa**

**Retrospective evaluation of the projects of proximity and integrated rural development
(PPDRI) in the Djelfa province**

Dr. Guerine Lakhdar
Université Hassiba Ben Bouali
- Chlef-Algérie
l.guerine@univ-chlef.dz

Dr. Hadjadj Kouider¹
Université Ziane Achour –
Djelfa -Algérie
hadjadjkouider@gmail.com

Dr. Derdour Abdessamed
Centre universitaire, Naâma -
Algérie
samederdour@yahoo.fr

Received: 05/03/2022

Accepted: 19/03/2022

Published: 03/06/2022

Résumé :

Cette contribution vise à évaluer la stratégie de développement rural adoptée dans la wilaya de Djelfa. Il s'agit d'une évaluation rétrospective d'un programme qui a duré de 2010 à 2014.

Cette évaluation rétrospective porte sur les projets de proximité et de développement rural intégré (PPDRI) qui constituent l'outil privilégié de mise en œuvre de la politique nationale de renouvellement agricole et rural.

Les indicateurs utilisés lors de cette évaluation concernent les réalisations physiques et financières, les thèmes fédérateurs, l'efficacité, la pertinence et la cohérence.

Mots clés : PPDRI, Djelfa, évaluation rétrospective, efficacité, pertinence, cohérence

Abstract :

This contribution aims to assess the rural development strategy adopted in the wilaya of Djelfa. It is a retrospective evaluation of a program that spanned from 2010 to 2014.

This retrospective evaluation focuses on the proximity and integrated rural development projects (PIRDP) which constitute the privileged tool for implementing the national policy for agricultural and rural renewal.

The used indicators during this assessment concern physical and financial balances, unifying themes, efficiency, relevance and consistency.

Keywords : PPDRI, Djelfa, retrospective evaluation, efficiency, relevance, consistency

Introduction

Avec près de 13 millions d'habitants, le monde rural en Algérie représente près de 40% de la population totale. La part des ménages constitués entre 7 et 8 personnes représentant 25% de la population rurale, avec une concentration beaucoup plus forte dans les communes rurales du Nord que du Sud [1]. Vu l'importance que jouent les espaces ruraux en Algérie, l'État leur a accordé une attention particulière au développement. Cet intérêt s'est manifesté par le lancement d'un vaste programme de soutien au renouvellement rural qui vise à faire du monde rural un espace productif, attractif et intégré dans les dynamiques économiques régionales et nationales [2].

En outre, la politique algérienne de renouvellement rural (PRR) est passée depuis l'indépendance (1962) jusqu'en 2014 par quatre phases bien distinctes, de l'autogestion et la révolution agraire (1962/1979), aux premières réformes de l'économie agricole étatique (1979/1999), jusqu'à la stabilisation, réconciliation nationale et actions d'urgence (2000/2008) et enfin la politique nationale de renouvellement agricole et rural (2009/2014) [3].

La politique nationale de renouvellement agricole et rural définit les grandes orientations des pouvoirs publics en direction des zones rurales algériennes [4]. Cette politique dont l'objectif est de mettre en

¹ Corresponding author: Hadjadj Kouider: hadjadjkouider@gmail.com.

place une dynamique de promotion et de développement rural qui s'accommode à un développement économique global et national vise [4] ; [1] :

- L'amélioration des conditions de vie des populations rurales ;
- La création d'emploi et de revenus par la diversification des activités économiques ;
- Le renforcement de la cohésion sociale et territoriale ;
- La protection de l'environnement et la valorisation des patrimoines ruraux.

Les projets de proximité et de développement rural intégré (PPDRI) constituent l'outil privilégié d'exécution de cette politique nationale de renouveau agricole et rural. Dans ce contexte, s'inscrit notre travail qui a pour objectif d'évaluer la mise en œuvre de ces projets dans une région agro-sylvo-pastorale, c'est le cas de la wilaya de Djelfa.

1. Approche Méthodologique

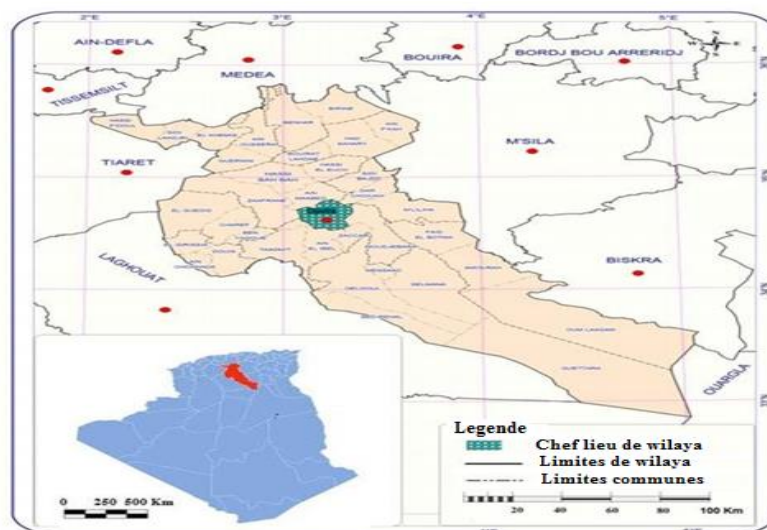
1.1 Région d'étude

La wilaya de Djelfa, issue du découpage administratif de 1974, est située dans la partie centrale de l'Algérie du nord, au-delà des piémonts sud de l'Atlas Tellien sur un vaste espace de 33 236 km², soit 1,36 % du pays [5]. Elle se trouve au sud d'Alger, entre 33°35' et 36°12' latitude Nord et 2°, 5° longitude Est [6].

Elle est limitée :

- Au Nord par les wilayas de Médéa et de Tissemsilt
- A l'Est par les wilayas de M'sila et de Biskra
- A l'Ouest par les wilayas de Laghouat et de Tiaret
- Au Sud par les wilayas d'Ouargla, d'El oued de Ghardaïa

Fig.1 : Situation géographique de la zone d'étude



Source : [7]

Au 31/12/2017, la wilaya compte une population estimée à 1 508 535 habitants. La commune du chef lieu de wilaya compte une population de l'ordre de 478 453 habitants, ce qui représente 31,72 % de la population totale. Les quatre communes de Djelfa, Aïn Oussara, Messaad et Hassi Bahbah totalisent une population de 846 868 habitants, soit 56,14 % de la population totale de la wilaya. La densité moyenne s'élève à 46,77 Hab/km² [8].

Sur les 1 508 535 habitants que compte la wilaya, 1156 572 habitants résident dans les agglomérations Chefs-lieux (ACL) soit 76,67 %, 68 434 habitants dans les agglomérations secondaires (AS), soit 4,54 % et 283 529 habitants dans la zone éparse (ZE), ce qui représente 18,79 % [8].

Dans la zone d'étude, l'occupation et la répartition des terres dépendent de l'état des sols et de la

situation géographique. En effet, l'agriculture est considérée à présent comme étant le secteur d'activité le plus important, notamment par la superficie agricole utile (S.A.U) qu'elle occupe et la diversification de la production végétale et animale. La superficie totale utilisée par l'agriculture (SAT) s'élève à 2 501 093 ha, soit 77,53 % de la superficie totale de la wilaya. Elle se répartie en 378 665 ha de superficie agricole utile (SAU), soit 15,14%, 2 122 428 ha de pacages et parcours soit 84,85% et de 164 804 ha des terres non cultivées, soit 5,1 %. La SAU irriguée s'élève à 50 626 ha, ce qui représente 13 % de la SAU totale [6].

En outre, l'économie de la wilaya est basée principalement sur l'élevage ovins qui représente une proportion de 88,11 % des effectifs du cheptel, suivi des caprins avec 10,83 % et celui des bovins avec 0,87 %. L'élevage camelin représente une faible proportion, soit 0,18% du cheptel de la wilaya. La répartition des effectifs se concentre au centre de la wilaya avec plus de 60 % des effectifs en particulier dans les communes d'Ain El Ibel, El Idrissia et Charef qui enregistrent plus d'un million de têtes, soit près de la moitié de l'effectif total [8].

1.2 Méthode d'évaluation

Il existe plusieurs définitions du mot « évaluation », mais toutes ces définitions convergent autour du triptyque « Objectifs, Moyens, Résultats » [9].

Selon [10] & [11] « l'évaluation consiste d'abord à connaître les résultats des politiques publiques, et par la suite à s'interroger sur les finalités des processus et des jeux d'acteurs qu'elles mettent en œuvre ». Cela signifie que le champ de l'évaluation est vaste et ne se limite pas seulement aux politiques publiques mais aussi sur l'action même et le champ de mise en œuvre.

Pour [12] « l'évaluation peut être définie comme la mesure de l'écart entre des objectifs fixés et des résultats atteints. C'est également le processus par lequel nous délimitons, obtenons et fournissons des informations utiles permettant de juger des décisions possibles.

[13] l'a défini comme « une appréciation aussi systématique et objective que possible d'une intervention de développement en cours ou achevée.

Il est indispensable de mentionner qu' en fonction du moment de réalisation de l'exercice, on distingue trois types d'évaluation [14] :

- L'évaluation prospective (ex ante), réalisée avant le démarrage d'un projet ou d'un programme, elle fournit les éléments essentiels à la faisabilité d'un projet ;
- L'évaluation de suivi (à mi-parcours) qui permet de suivre séquence par séquence tout le cycle du projet ;
- L'évaluation finale (ex-post ou rétrospective) qui se situe nettement après la clôture des actions et s'intéresse aux effets à court et moyen termes (évaluation des résultats) ou à long terme (évaluation d'impacts) d'un projet ou d'un programme.

Notre méthode d'évaluation *rétrospective* comprend deux phases complémentaires, une phase de collecte des données auprès des autorités de gestion notamment la conservation des forêts de la wilaya de Djelfa et une phase d'analyse des données collectées.

Les principaux critères retenus pour cette évaluation sont ceux fréquemment utilisés dans ce genre d'étude [9]; [15]; [16]; [17]. Ces critères se définissent comme suit :

L'efficacité : concerne les réalisations effectives du projet en comparaison avec celles qui étaient initialement prévues ;

La pertinence : analyse la relation entre les problèmes à résoudre et les objectifs d'un projet ;

Cohérence : moyens déployés pour la réalisation du projet. Elle ne se limite pas seulement à l'enveloppe financière mais contient également les moyens humains, l'animation des dispositifs...

Tableau 1 : Critères référentiels d'évaluation choisis

| Appréciation | Référentiel | Très faible | Faible | Moyenne | Bonne | Elevée |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-------------|--------|---------|-------|--------|
| Efficacité | Taux de réalisation | | | | | |
| | Respect des délais | | | | | |
| | Taux de couverture | | | | | |
| Pertinence | Amélioration des conditions et de la qualité de vie des populations rurales | | | | | |
| | Augmentation et diversification des revenus des populations rurales | | | | | |
| | Valorisation et gestion durable des ressources naturelles | | | | | |
| Cohérence | Budget | | | | | |
| | Moyens humains et Matériels | | | | | |
| | Animation du Dispositif | | | | | |

2. Résultats et discussion

2.1 Bilan physique

Le bilan communiqué par la conservation des forêts de la wilaya de Djelfa compte au total 949 actions relatives aux projets de proximité et de développement rural intégré durant la période 2009-2014. Le chiffre déclaré tient compte aussi les projets de proximité de lutte contre la désertification (PPLCD), qui représentent une variante des PPDRI, consacrés aux territoires menacés par la désertification essentiellement provoquée par la surcharge du pâturage.

Ces actions se répartissent comme suit :

- 779 projets approuvés et réalisés réellement (réalisation, équipement, fourniture...)
- 170 projets approuvés et non réalisés

A signaler que parmi les projets approuvés 54 études de faisabilité et suivi d'évaluation ont été prévu, dont seulement 30 sont réalisées.

Le programme 2009 – 2014 a ciblé 41 périmètres répartis à travers 19 communes. Les principales actions réalisées et leurs volumes figurent dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Actions PPDRI ET PPLCD réalisées entre 2009 et 2014 à Djelfa

| | Natures d'actions | Volume |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Conservation des eaux et des sols | Abris de forage + abreuvoir + bassin 10 m ³ | 2 U |
| | Correction torrentielle | 110 995 m ³ |
| | Travaux de conservation des eaux et des sols | 121 350 m ³ |
| | Aménagement et réalisation « Ced » | 3 U |
| | Captage et aménagement de source, réalisation et réhabilitation puits, point d'eau et forage | 55 U |
| | Fixation de berge d'oued | 20 ha |
| | Réalisation et aménagement canal d'irrigation | 1900 MI |
| | Réalisation, aménagement et réhabilitation « Djiboub » | 34 U |
| | Réalisation de mare | 28 U |
| | Réalisation de « seguia » | 15400 MI |

| | | |
|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| | Réfection de banquette | 258 ha |
| Désenclavement | Ouverture et aménagement de piste et piste agricole | 1171 Km |
| Lutte contre la désertification et aménagement forestier | Reboisement | 1457 ha |
| | Repeuplement | 2130 ha |
| | Travaux sylvicoles | 550 ha |
| | Plantation de bosquet d'ombrage, plantation forestière, plantation bande verte | 200 ha |
| | Fixation de dunes | 1226 ha |
| | Plantation pastorale en sec et brise vent | 1806 ha |
| | Aménagement tranchée pare-feu (TPF) | 70 ha |
| | Bornage | 360 U |
| Amélioration des conditions de vie de la population | Acquisition de kit solaire | 449 U |
| | Équipement pompage en énergie solaire | 4 U |
| | Amenée d'énergie électrique et y compris acquisition d'équipements utilisant l'énergie solaire et éolienne | 406 U |
| Diversification des revenus de la population | Fourniture et plantation olivier | 1170 ha |
| Prestations | Etude de faisabilité et suivi évaluation | 30 Etudes |

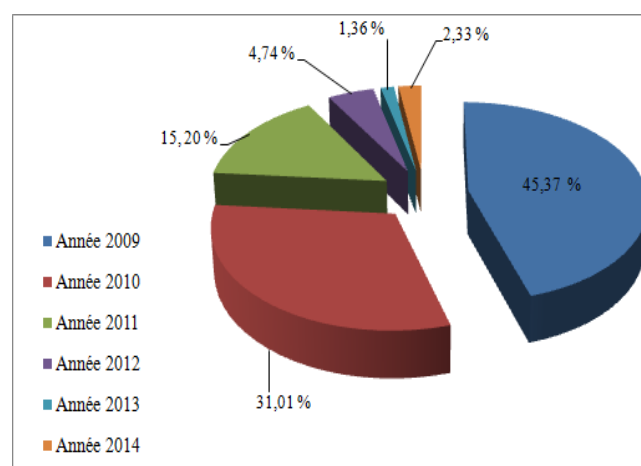
Source : C.F.D, 2021

2.2 Bilan Financier

Le coût global des investissements engagés pendant cette période est de **3 400 947 937,56 DA**. Ces dépenses sont réparties en trois fonds de développement comme suit : 46,83 % pour le **FLDDPS** (Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe), soit 1 592 792 125,40 DA), 32,28 % pour le **FDRMVT** (Fonds de développement rural et de mises en valeur des terres par concession), soit 1 097 715 429,85 DA) et 20,89 % pour le **PSD-DGF** (Plan sectoriels de développement-Direction générale des forêts), soit 710 440 382,31 DA. On constate que le **FLDDPS** quicomprend des opérations à usage beaucoup plus collectif qu'individuel, portant sur la lutte contre la désertification, la mobilisation des ressources en eau et le développement de l'agropastoralisme en steppe mobilise la plus grande part des dépenses, presque la moitié (46,83 %).

D'un point de vue consommation des dépenses par an, nous constatons que 45,37 % du montant est consommé en 2009, soit 1 542 936 712,61 DA. En 2010, 31,01 % du montant est consommé, soit 1 054 614 763,60 DA, alors qu'en 2011, 15,20 % du montant (516 848 720,20DA) constitue la somme des paiements effectués. Durant ces trois années le maître de l'ouvrage a consommé 91,57% de la somme du contrat programme. Pour les trois années qui restent, le montant consommé représente 8,43 %, avec respectivement 4,74 % en 2012, 1,36 % en 2013 et en fin 2,33 en 2014.

Fig.2 : Pourcentage de consommation par an



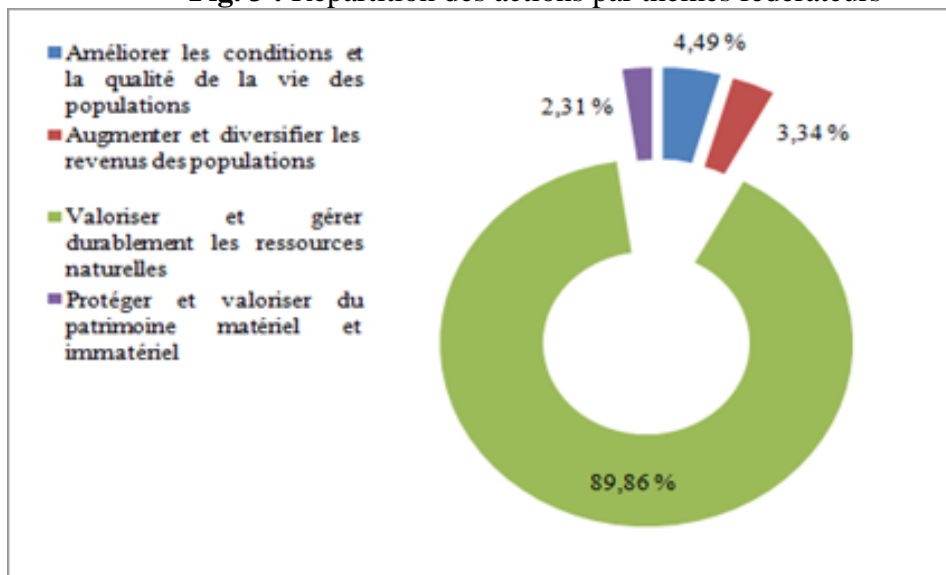
2.3 Répartition des actions par thèmes fédérateurs

La mise en place des projets de proximité et de développement rural intégré doit répondre à des axes stratégiques appelés thèmes fédérateurs, qui sont au nombre de quatre. On constate sur la figure 3, portant la répartition des actions PPDRI par thèmes fédérateurs que 89,86 % des actions sont orientées vers la valorisation et la gestion durable des ressources naturelles (thème 3), ce qui représente 81,27 % des dépenses.

Le thème 1 relatif à l'amélioration des conditions et de la qualité de vie des populations vient en deuxième position avec 4,49 %, soit un pourcentage de consommation de 5,42 %.

Les actions qui visent l'augmentation et la diversification des revenus des populations rurales (thème 2) enregistrent un taux de 3,34 %, soit un pourcentage de consommation égale à 11,05 %. En fin, le thème 4 s'articule autour des actions de valorisation du patrimoine matériel et immatériel enregistre le taux le plus faible avec 2,31 %, ce qui représente une consommation de 2,27 % du contrat programme. Le faible intérêt porté à la réalisation des actions du thème 1 et 4 peut être justifié par la présence d'autres institutions et administrations davantage spécialisées dans ces domaines.

Fig. 3 : Répartition des actions par thèmes fédérateurs

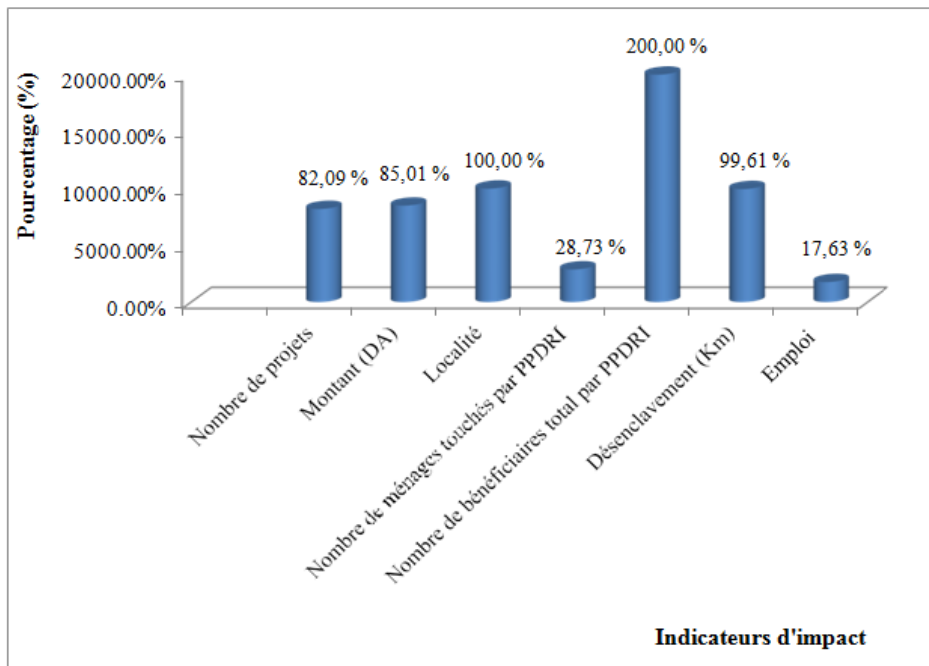


2.4 Indicateurs d'impacts

Nous constatons sur le tableau 3 et la figure 4, que les indicateurs d'impacts sont hétérogènes les uns par rapport aux autres et révèlent deux situations opposées, la première présente des taux égaux ou dépassant les prévisions, c'est le cas des localités touchées par les projets avec un taux de 100 % et le nombre prévu des bénéficiaires qui a été doublé par rapport aux prévisions (200 %).

La deuxième situation est relative aux indicateurs qui ne dépassent pas les prévisions préalables. Dans ce cas, nous enregistrons des indicateurs d'impacts significatifs à l'instar du nombre des projets approuvés et réalisés, le montant consommé et le désenclavement avec respectivement 82,09 %, 85,01 % et 99,61 %. L'emploi créé et le nombre des ménages touchés par le PPDRI nous renseignent sur les indicateurs d'impacts non significatifs, avec 17,63 % et 28,73 %.

Fig. 4 : Indicateurs d'impacts des PPDRI à Djelfa (2009/2014)



2.5 Analyse et évaluation des projets PPDRI dans la wilaya de Djelfa

Pour cette section d'analyse, nous avons pris en compte trois indicateurs quantitatifs portant successivement sur les réalisations effectives du projet, en comparaison avec celles qui étaient initialement prévues (efficacité), le rapport entre les objectifs et les besoins sociaux notamment ceux de la population rurale (pertinence) et le rapport entre les objectifs et les moyens mis en œuvre (cohérence).

2.5.1 Analyse de l'efficacité

Si on considère le taux de réalisation, le respect des délais, des plans d'exécution et l'accès des bénéficiaires aux résultats produits par les projets comme critères d'analyse de l'efficacité des PPDRI projetés, il ressort que cette efficacité est forte puisque 82,09 % des projets approuvés sont réalisés dans les délais prévus.

Si on prend le taux de couverture en considération, l'échelle de l'efficacité diminue. En effet, comme il a été indiqué précédemment, la wilaya de Djelfa dispose d'un vaste espace steppique qui couvre l'essentiel de son territoire à raison de 85 % de la superficie totale [18]; [19]; [20]. Cet espace est actuellement dans un état de dégradation avancé ce qui favorise la désertification.

D'après le bilan de réalisation, nous constatons que 3032 ha de terres ont été traitées dans le cadre de lutte contre la désertification (fixation des dunes, plantation pastorale, brise vent). Cette superficie est très insuffisante car la wilaya figure parmi les plus touchées par le phénomène de désertification dont :

- 39 213,83 hectares de terres désertifiées
- 48 148,50 hectares de terres hautement sensibles à la désertification
- 1 638 633,28 hectares de terres sensibles à la désertification
- 1 300 790,07 hectares de terres modérément sensibles à désertification

La superficie traitée dans le cadre d'aménagement et protection des forêts était de 7584 ha, ce qui représente 3,61 % de la superficie forestière de la wilaya, un taux effectivement très faible.

En matière des travaux de désenclavement, nous enregistrons un chiffre significatif, qui se traduit par l'ouverture et l'aménagement de 1171 Km de pistes et pistes agricoles. Les actions exécutées dans le but de diversifier les revenus des populations rurales ont consommé 11,05 % du budget global. Ces actions se limitent à l'acquisition des kits solaires, la fourniture et la plantation d'oliviers. Aucune tentative de développement des activités d'artisanat, des produits du terroir et d'investissement dans le domaine forestier n'a été conduite.

En fin, dans le volet conservation des eaux et des sols, les efforts déployés sont pratiquement significatif avec la réalisation de 232 345 m³ entre correction torrentielle et autres travaux de conservation des sols.

2.5.2 Analyse de la pertinence

La pertinence évalue la relation entre les problèmes à résoudre et les objectifs d'un projet. C'est le rapport entre les objectifs et les besoins sociaux notamment ceux de la population rurale.

Les critères retenus pour cette analyse concernent les objectifs des thématiques développées et leurs impacts sur l'amélioration des conditions et la qualité de vie des populations, l'augmentation et la diversification des revenus, et la valorisation et la gestion durable des ressources naturelles.

A la lumière des résultats présentés, la pertinence des PPDRI projetés dans la wilaya de Djelfa est jugée élevée en ce qui concerne la protection et la valorisation des ressources naturelles qui occupe la première place avec un taux de 89,86 % des actions, soit 81,27 % des ressources financières.

Les actions programmées pour l'amélioration des conditions et de la qualité de vie de la population rurale se limitent à la distribution des kits solaires avec 4,49 % des actions, avec un taux de consommation de 5,42 %.

L'axe diversification des revenus de la population rurale était fondé principalement sur la fourniture et la plantation d'olivier. Aucun projet n'est inscrit dans la cadre de la promotion du travail féminin dans la région (promotion des activités artisanales, cuniculture, jardin potager ...)

En outre, nous signalons le manque flagrant de l'investissement dans les projets de réhabilitation du patrimoine rural, matériel et immatériel qui ne représente que 2,31 % des projets prévus.

Fig. 5 : Actions PPDRI relatives à l'amélioration des revenus et conditions de vie de la population rurale à Djelfa



Distribution kits solaire



2.5.3 Analyse de la cohérence

En ce qui concerne la cohérence, nous avons effectué une comparaison entre les objectifs et les moyens déployés. Les critères retenus pour cette analyse sont d'ordre financiers et physiques. Il s'agit du budget alloué à la mise en œuvre du programme, les moyens (humains et matériels) développés et les efforts d'animation du dispositif.

A cet égard, nous affirmons que la cohérence du programme suivant le critère financier est relativement moyenne avec un montant global de 3 400 947 937,56 dinars.

La mise en œuvre des projets PPDRI approuvés a été réalisée à travers des contrats de performance confiés sous forme de marché global à l'entreprise régionale de génie rurale (ERGR) qui ne disposent pas des moyens humains et matériels nécessaires pour la bonne réalisation des actions. Par ailleurs, le suivi des opérations était assuré par la conservation des forêts de la wilaya qui a rencontré des difficultés dans ce sens.

A l'insuffisance de moyens humains et matériels, il faut ajouter un déficit d'intégration de la composante humaine dans les processus de planification des projets de développement. En effet, une conception valable et une mise en œuvre efficace du développement d'un territoire donné passe par la participation de ceux qui doivent en bénéficier, et ce n'est pas complètement le cas des projets de développements réalisés à Djelfa en dépit de la présence d'un représentant de la population rurale durant les réunions de travail.

Tableau 3 : Critères référentiels d'évaluation choisis

| Appréciation | Référentiel | Très faible | Faible | Moyenne | Bonne | Elevée |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-------------|--------|---------|-------|--------|
| Efficacité | Taux de réalisation | | | | | X |
| | Respect des délais | | | | X | |
| | Taux de couverture | | X | | | |
| Pertinence | Amélioration des conditions et de la qualité de vie des populations rurales | X | | | | |
| | Augmentation et diversification des revenus des populations rurales | X | | | | |
| | Valorisation et gestion durable des ressources naturelles | | | | | X |
| Cohérence | Budget | | | X | | |
| | Moyens humains et matériels | | X | | | |
| | Animation du dispositif | | X | | | |

3. Conclusion est perspectives

Les espaces ruraux algériens ont été depuis les années 2006 un champ d'application de la politique de renouveau rural dont l'objectif est de mettre en œuvre une dynamique de promotion et développement rural qui s'accommode à un développement économique global et national.

Les PPDRI constituent l'instrument de base à travers lequel les pouvoirs publics visent l'accompagnement des populations rurales notamment dans les zones lointaines et isolées, pour mettre en valeur l'ensemble des atouts que présentent leurs territoires, en vue d'améliorer les conditions de vie de la population, d'augmenter et diversifier leurs revenus, valoriser, gérer durablement les ressources naturelles et protéger le patrimoine matériel et immatériel du monde rural.

La wilaya de Djelfa à l'instar des autres wilayas steppiques a bénéficié des projets PPDRI durant la période 2009-2014. L'objectif sur lequel s'articule cette contribution est de réaliser une évaluation rétrospective de ces projets afin de mettre en exergue leurs impacts sur le territoire et la population rurale dans cette région.

Des initiatives doivent être réalisées dans le but de promouvoir la politique de développement rural

dans la wilaya. Il s'agit entre autres:

- D'encourager la participation de tous les acteurs locaux de la wilaya ;
- De lancer des études portant sur le diagnostic territorial ;
- De mettre sur le terrain les dispositifs nécessaires ayant pour but l'intégration de la population rurale dans le développement et ne se limiter pas à un représentant unique ;
- De diversifier les sources de financement des programmes ;
- De promouvoir la pluridisciplinarité dans la gestion territoriale ;
- D'adapter les procédures administratives trop contraignantes afin d'être plus efficace et efficientes.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Chaib, B., Baroudi, N. (2014). La stratégie du développement rural en Algérie dans un cadre de renouveau et approche participative, *Revue algérienne de développement économique*, 1 : 31-46.
- [2] Berkane, Y., Moussaoui, A . (2012). La politique du renouveau rural en Algérie: un essai d'évaluation, *Revue des sciences économique de gestion et des sciences commerciales*, 5 (8): 1-19.
- [3] M.A.D.R. (2012). *La Politique du Renouveau rural en Algérie*, 34 p.
- [4] Souidi, Z., Bessaoud, O . (2011). Valorisation des espaces ruraux en Algérie: une nouvelle stratégie participative, *NEW Médit*, 10 (1) : 17-24.
- [5] Merabet, H. (2018). Application des techniques de la géomatique pour la spatialisation des indicateurs environnementaux. Cas de l'indicateur Sensibilité à la désertification de la wilaya de Djelfa, *Mémoire de Master en Ecologie Forestière et Désertification*, Université Ziane Achour, Djelfa, 93 p.
- [6] D.P.S.B.(2017). *Monographie de la wilaya de Djelfa (Rapport final)*, 62 p.
- [7] Koussa, M., T. Bouziane, T. (2018). Apport du SIG a la cartographie des zones à risque d'érosion hydrique dans la région de Djelfa, Algérie. *Lebanese Science Journal*, 19 (1): 31 - 46.
- [8] D.P.S.B. (2018). *Monographie de la wilaya de Djelfa (Rapport final)*, 63 p.
- [9] Aouiche-Chenoune, O . (2017). *Évaluation socioéconomique des projets de développement rural dans la wilaya de Tizi Ouzou et perspective de développement rural durable des territoires*, Thèse Doctorat, Université Tizi Ouzou, 331 p.
- [10] Trosa, S. 2003. *L'évaluation des politiques publiques*, Institut de l'Entreprise, 75 p.
- [11] Guérin, M. 2008. *Évaluation des politiques de développement rural Quelques éléments d'analyse*, *Économie rurale*, 307 (1): 39-52.
- [12] Boukhari, M. H, 2003. *Montage et gestion des projets. Manuel de formation*, 5 8 p.
- [13] Commission Européenne. (2006). *Méthodologie d'évaluation de l'aide extérieure de la commission européenne. Bases méthodologiques d'évaluation* 103 p.
- [14] Zaghbi, M .(2009). *Évaluation et impacts des projets de proximité de développement rural (PPDR) sur l'agriculture et le développement rural local. Cas des zones de montagnes du Nord de la wilaya de Sétif*, Thèse de Magister, Université de Sétif, 173 p.
- [15] Chevalier, P., Dedeire, M, Ghiotti, S., Hirczak, M., Razafimahefa, L . (2010). *L'espace rural euro-méditerranéen : approches méthodologique et typologique*, *Cahiers de géographie du Québec*, 54 (152) : 291 - 312.
- [16] Roussel, V., Vollet, D., Hadjab, F. (2010). « Les coordinations gérontologiques dans les espaces ruraux : quelle efficacité? : Illustration à partir de l'évaluation des centres locaux d'information et de coordination gérontologique (CLIC) dans deux départements français (la Nièvre et la Creuse) », *Gérontologie et société*, 135 (4) : 259 – 275.
- [17] Chevalier, P., Dedeire, M . (2014). *Application du programme leader selon les principes de base du développement local*, *Économie rurale*, 342 (4): 9-25.
- [18] A.S.A.L. (2010). *Finalisation de la carte nationale de sensibilité à la désertification par l'outil spatial*. <http://www.asal.dz/desertification.php>.
- [19] Gaci, D ; Huguenin, J ; Kanoun ; M ; Boutonnet, J.P ; 4 Abdelkrim, H. (2021). *Nouvelles mobilités pastorales : cas des éleveurs d'ovins de la wilaya de Djelfa, Algérie*, *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux*, 74 (1) : 1-9.
- [20] Hadjadj, K ; Daoudi , B.B ; Gueriene, L. (2020). *Importance thérapeutique de la plante *Ephedra alata* subsp. *alenda* dans la médecine traditionnelle pour la population de la région de Guettara (Djelfa, Algérie)*, *Lejeunia* 201 (1):1-18.